

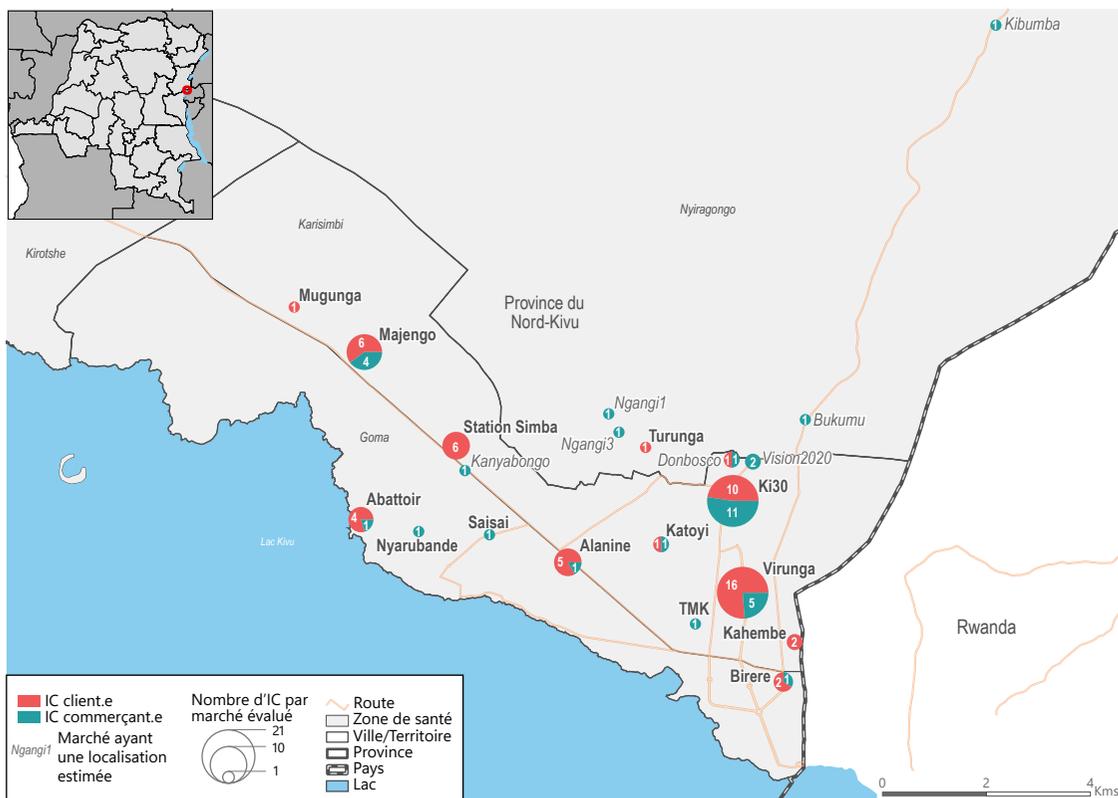
# Evaluation rapide des marchés dans la ville de Goma et sa périphérie entre le 3 février et le 5 février 2025

Février 2025 | RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## Contexte

La situation sécuritaire à Goma, à l'Est de la République Démocratique du Congo, a connu une brusque détérioration à la suite de l'offensive éclair d'un groupe armé sur la ville. Le 23 janvier 2025, à la suite de la prise de Sake, localité située à une vingtaine de kilomètres de Goma, de violents combats ont éclaté au sein même de Goma, entraînant de nombreuses pertes humaines et la paralysie totale des activités<sup>1</sup>. Bien que les affrontements aient cessé début février, des tensions sporadiques persistent, rendant la reprise économique incertaine. Dans ce contexte, il est essentiel d'évaluer l'impact de cette crise sur les marchés locaux. Cette analyse rapide vise à suivre l'évolution des prix des produits essentiels dans la ville de Goma et ses environs et à fournir une mise à jour des indicateurs économiques dans un environnement marqué par l'interruption des circuits d'approvisionnement et la vulnérabilité accrue des populations.

## Couverture des marchés



## MESSAGES CLÉS

- Les prix des produits de base, notamment la farine de maïs et les haricots, ont fortement augmenté depuis mi-janvier. Cette hausse est attribuée aux difficultés de réapprovisionnement, à l'indisponibilité des produits et à l'insécurité persistante.
- Fin janvier, la fermeture massive des commerces due aux affrontements a entraîné une baisse de la fréquentation des marchés. Toutefois, début février, l'amélioration de la sécurité aurait favorisé un retour progressif des commerçant.e.s et des client.e.s.
- Les commerçant.e.s et client.e.s ont indiqué faire face à plusieurs défis tels que des vols signalés sur les marchés, l'instabilité du taux de change (variant entre 1900 et 2900 francs congolais pour 1 dollar entre le 25 janvier et le 5 février) et la crainte de pénuries alimentaires si les circuits d'approvisionnement ne se stabilisaient pas rapidement. Cette situation aurait poussé les ménages à réduire leurs achats de produits de base et à ajuster leurs dépenses sur d'autres postes de dépenses.

## Méthodologie

Cette analyse rapide des marchés a été mise en place à distance par REACH afin d'évaluer l'évolution des prix des produits essentiels alimentaires et non-alimentaires dans les marchés de Goma, dans un contexte marqué par de récents combats. Inspirée des méthodologies existantes de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM/JMMI), elle repose sur un questionnaire ciblant un nombre restreint de produits alimentaires et non-alimentaires évalués dans le cadre de l'ICSM. Compte tenu des contraintes sécuritaires, la collecte de données a été réalisée à distance entre le 3 février et le 5 février 2025, via des entretiens téléphoniques menés auprès de commerçant.e.s et de client.e.s. Une liste de contacts préétablie a été utilisée, complétée par un échantillonnage en boule de neige. Les données ont été recueillies auprès de 34 commerçant.e.s de 16 marchés différents à Goma et auprès de 54 client.e.s de 12 marchés de la ville de Goma et de ses environs<sup>2</sup>. Cette évaluation fournit un aperçu de l'évolution des prix pour un ensemble de produits pré-identifiés, tout en explorant les tendances de fréquentation des marchés, les dynamiques d'approvisionnement et l'impact du contexte sécuritaire sur ces évolutions.

## Limites de cette évaluation

- Les résultats ne doivent être considérés qu'à titre indicatif, tels que rapportés par les commerçant.e.s et client.e.s des marchés et ne portent que sur un panel restreint d'articles. Ils ne peuvent non plus être généralisés à l'ensemble de la ville de Goma et de ses environs.
- Les résultats décrivent la situation du 3 février au 5 février 2025, et sont susceptibles de changer rapidement du fait des répercussions à plus long terme sur les dynamiques économiques globales des marchés de la ville.
- Les variations des prix collectés au cours de cette évaluation sont moins importantes que celles relevées par le PAM ou par Action Aid<sup>3,4</sup>. Les données d'Action Aid rapportaient une hausse des prix de 50% de la farine de maïs, de 60% des haricots, de 150% de l'huile de palme et de 96% du sel entre le 25 janvier et le 31 janvier. Ces variations de prix peuvent s'expliquer notamment par la méthodologie utilisée (enquête à distance vs relevé des prix sur place), la période différente à laquelle les résultats sont rapportés, ainsi que par les lieux où ces informations ont été collectées. Les données collectées lors de cette évaluation montrent que les prix pouvaient varier sensiblement d'un produit à l'autre, d'un lieu à l'autre et d'un jour à l'autre. En outre, au cours de cette évaluation les commerçant.e.s et les client.e.s des marchés ont été invité.e.s à partager par téléphone les prix auxquels certains articles se vendaient plus tôt dans le mois, ce qui est susceptible d'entraîner des imprécisions.

## Profil des commerçant.e.s

 27 femmes

 7 hommes

Âge moyen\* : 40 ans

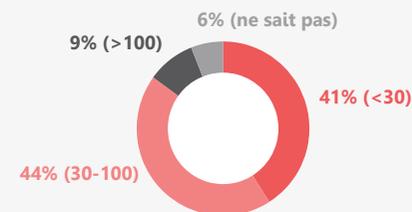
Période à laquelle les commerçant.e.s ont ouvert pour la dernière fois leur commerce :

25 au 31 janvier : 4/34

1 au 3 février : 11/34

4 au 5 février : 19/34

Nombre de client.e.s quotidiens rapporté par les commerçant.e.s interrogé.e.s :



## Profil des client.e.s

 14 femmes

 40 hommes

Âge moyen\*\* : 36 ans

Fonctions des client.e.s les plus rapportées:

Fonction publique : 10/54

Agriculteur : 10/54

Commerçant : 7/54

Statut de déplacement :

Membres de la communauté : 43/54

Personnes déplacées internes : 11/54

Période à laquelle les client.e.s se sont rendus pour la dernière fois au marché :

24 au 27 janvier 2025 (6/54)

28 au 31 janvier 2025 (11/54)

1 au 3 février 2025 (22/54)

4 au 5 février 2025 (15/54)

Fréquence à laquelle les client.e.s se rendent généralement au marché

- Une fois par semaine : 7/54
- Deux fois par semaine : 13/54
- Trois à quatre fois par semaine : 23/54
- Quatre à cinq fois par semaine : 7/54
- Tous les jours : 4/54

**44%** des client.e.s ont indiqué ne pas avoir fréquenté les marchés depuis leur dernière visite car le niveau d'insécurité dans la ville était considéré trop important pour s'y rendre

\* Moyenne calculée sur échantillon de 19 répondant.e.s ayant rapporté leur âge

\*\* Moyenne calculée sur échantillon de 30 répondant.e.s ayant rapporté leur âge

## Evolution des prix

La situation actuelle des marchés et de la consommation alimentaire à Goma s'inscrivent dans un contexte plus large de crise qui affecte profondément l'accès aux denrées et la stabilité économique. Les tensions persistantes, les déplacements de population et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une insécurité alimentaire alarmante, touchant particulièrement les ménages les plus vulnérables<sup>3</sup>.

La majorité des commerçant.e.s ont observé une hausse des prix alimentaires depuis la mi-janvier. Sur les 29 commerçant.e.s ayant exprimé un avis, 21 ont signalé une augmentation des prix, tandis que 6 ont estimé qu'ils restaient stables et 2 ont noté une baisse.

Les informations sur les prix récoltées dans le cadre de cette évaluation auprès de commerçant.e.s de la ville de Goma et de ses environs faisaient état d'une forte inflation sur les produits de base. Ces tendances sont confirmées par les données collectées par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) entre le 3 et le 7 février<sup>3</sup> et dans les prix relevés dans 3 marchés de la ville de Goma par Action Aid le 25 janvier et le 31 janvier<sup>4</sup>.

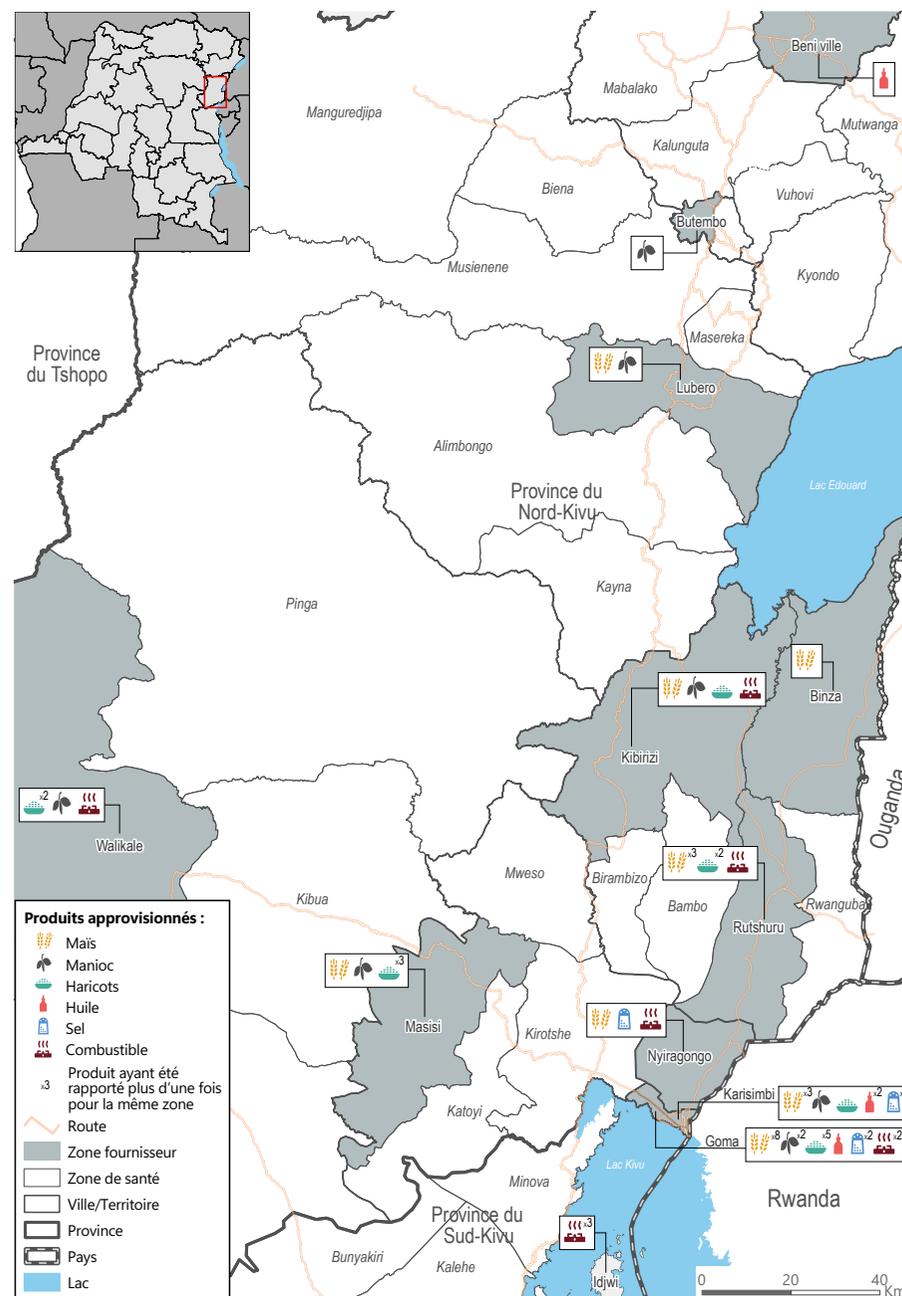
Les données de cette évaluation mettent en évidence des hausses marquées, en particulier sur la farine de maïs, les haricots, l'huile et le sel. Le prix de la farine de manioc était également signalé comme en augmentation dans les enquêtes réalisées auprès des client.e.s. Toutefois cette tendance ne semblait pas confirmée dans les enquêtes auprès des commerçant.e.s.

### Tendance des prix entre mi janvier et depuis la dernière date à laquelle les commerçant.e.s ont ouvert pour la dernière fois (entre le 25 janvier et le 5 février)

	Période	Prix minimum rapporté en FC	Prix maximum rapporté en FC	Prix médian	N	% de variation de la mediane
Farine de maïs (en kg)	Mi-janvier	900	2727	<b>1364</b>	19	<b>33.3%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	1091	2909	<b>1818</b>		
Farine de manioc (en kg)	Mi-janvier	641	2564	<b>1282</b>	13	<b>0%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	850	3205	<b>1282</b>		
Haricots (en kg)	Mi-janvier	1533	2912	<b>2146</b>	14	<b>25%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	2299	3382	<b>2682</b>		
Huile (en kg)	Mi-janvier	1333	4500	<b>3334</b>	7	<b>10%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	1000	6000	<b>3667</b>		
Sel	Mi-janvier	1000	5000	<b>1500</b>	8	<b>6.7%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	1000	5000	<b>1600</b>		
Combustible (Braise/Charbon)	Mi-janvier	600	1960	<b>813</b>	11	<b>75%</b>
	Date à laquelle les commerçants ont ouvert pour la dernière fois	833	2067	<b>1429</b>		

Note : En raison d'un nombre d'observations trop faibles, les données prix collectées et rapportées par les commerçants pour les articles hygiéniques à savoir savon barre, bandes hygiéniques et savon lessive en poudre ne sont pas présentées dans cette fiche d'information.

## Zone d'approvisionnement par produit



## Impact des pillages

D'après les observations des client.e.s des marchés, le pillage des dépôts de commerces, boutiques et et entrepôts aurait accentué la rareté de denrées alimentaires sur les marchés. Des hausses notables entre la période avant le 23 janvier et début février ont été observées sur des denrées comme la viande, le riz et l'huile végétale (arachide ou palme) comme rapporté par le PAM<sup>3</sup>. De même, la disponibilité du charbon de bois et de la braise restait limitée, compliquant davantage le quotidien des commerçant.e.s et des client.e.s.

Bien que la plupart des commerçants et client.e.s aient rapporté une hausse des prix sur les marchés, certain.e.s répondant.e.s ont observé une baisse des prix de certains produits essentiels. Cette situation semblait s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la fin des affrontements. En outre, les pillages des stocks de denrées alimentaires auraient temporairement réduit la demande sur les marchés<sup>5,6</sup>.

Deux client.e.s ont indiqué au cours des entretiens que les produits pillés étaient venus à un coût moins important, notamment sur les marchés alternatifs considérés comme 'pirates'. De plus des distributions alimentaires effectuées auprès des populations déplacées avant l'intensification des combats auraient permis à ces dernières de disposer de provisions. Enfin, d'après un commerçant, la suppression de certaines taxes informelles érigées sur les routes aurait facilité l'approvisionnement et entraîné une diminution des coûts de transport et des articles. Cette dernière information n'a toutefois pas pu être triangulée à partir de données secondaires.

Au cours des entretiens, certain.e.s client.e.s consulté.e.s ont mentionné également que chaque commerçant.e fixait ses prix de manière arbitraire, créant ainsi une forte variation des tarifs selon les marchés et les quartiers. Par ailleurs, certain.e.s commerçant.e.s ont indiqué préférer maintenir leurs prix en attendant un nouveau stock, afin d'ajuster leurs tarifs en fonction de l'évolution du marché.

### Les principales raisons avancées pour expliquer la hausse des prix alimentaires étaient d'après les commerçant.e.s<sup>7</sup> :

L'insécurité a rendu le réapprovisionnement plus difficile	9/21	<div style="width: 43%; height: 10px; background-color: #e34a33;"></div>
Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	7/21	<div style="width: 33%; height: 10px; background-color: #e34a33;"></div>
Le taux de change a augmenté	4/21	<div style="width: 19%; height: 10px; background-color: #e34a33;"></div>
Les commerçant.e.s ont rencontré des difficultés à s'approvisionner avec certains articles, ils sont donc moins disponibles	4/21	<div style="width: 19%; height: 10px; background-color: #e34a33;"></div>

## Tendance des prix entre mi-janvier et depuis la dernière visite des client.e.s au marché (entre le 24 janvier et le 5 février)

Les données présentés sont exprimées en nombre de client.e.s citant une modalité de réponse prédéfinie

	Farine de maïs	Farine de manioc	Haricots	Huile de palme	Sel	Savon barre	Lessive poudre	Combustible
<b>Baisse importante - 25% ou plus du prix</b>	1/29			1/19				
<b>Légère baisse - moins de 25% du prix</b>	1/29	4/21	2/28		1/14	1/9	1/16	
<b>Pas de changement</b>		2/21	3/28	3/19	<b>6/14</b>	4/9	3/16	1/17
<b>Légère hausse - moins de 10% du prix</b>	6/29	2/21	1/28	2/19	1/14		2/16	1/17
<b>Hausse moyenne - entre 10% et 24%</b>	7/29	3/21	4/28	5/19	4/14	3/9	<b>5/16</b>	2/17
<b>Hausse relativement importante, entre 25% et 49%</b>	6/29	4/21	<b>12/28</b>	2/19			4/16	<b>5/17</b>
<b>Hausse importante des prix, entre 50% et 99%</b>	6/29	4/21	4/28	3/19	1/14	1/9	1/16	4/17
<b>Les prix ont été multipliés par deux (+100%)</b>	2/29	2/21	1/28					4/17
<b>Les prix ont été multipliés par trois ou plus (200% et +)</b>								
<b>Ne sait pas</b>			1/28	3/19	1/14			

*Note : En raison d'un nombre d'observations trop faibles, les données prix collectées et rapportées par les client.e.s pour les bandes hygiéniques ne sont pas présentées dans cette fiche d'information.*

## Craintes de pénuries et écoulement des stocks

Malgré une reprise progressive des activités suite à la baisse des affrontements, plusieurs commerçant.e.s ont exprimé leurs inquiétudes quant aux perspectives à court terme. Au moment de l'évaluation, 9 des 34 commerçant.e.s ont exprimé craindre de potentielles pénuries dans les jours à venir. Parmi les produits jugés les plus à risque, les haricots ont été mentionnés par 4 commerçant.e.s (4/9), suivis de la farine de maïs (3/9) et de la farine de manioc (3/9). En revanche, les client.e.s se sont montré.e.s plus préoccupé.e.s, 23/54 d'entre eux et elles ayant exprimé des craintes quant à une possible pénurie de certains produits alimentaires dans les jours à venir si les circuits d'approvisionnement ne se stabilisaient pas rapidement.

### Les inquiétudes de pénurie portaient principalement sur<sup>7</sup> :

Huile végétale (palme ou arachide)	16/23	
Farine de maïs	14/23	
Haricots	13/23	
Farine de manioc	12/23	

Les délais d'écoulement des stocks variaient selon les produits. D'après les commerçant.e.s consulté.e.s, la farine de maïs et de manioc présentaient des délais relativement similaires, avec des stocks écoulés en moyenne en 5,3 et 5,5 jours respectivement. Les haricots, en revanche, se vendaient plus rapidement, avec une moyenne de 3,75 jours. L'huile végétale suivait une tendance comparable, avec un écoulement moyen de 3,8 jours. Le sel et les combustibles affichaient des délais intermédiaires, avec des moyennes respectives de 4 et 4,4 jours.

La baisse du capital commercial, causée par l'inactivité forcée durant les combats, constituait également une source de préoccupation majeure : certain.e.s commerçant.e.s ayant dû puiser dans leurs fonds pour subvenir à leurs besoins personnels, réduisant ainsi leur capacité à reconstituer leurs stocks.

## Fréquentation des marchés

La crise actuelle a profondément perturbé les dynamiques commerciales à Goma, ralentissant la reprise des activités sur les principaux marchés, où près de la moitié des commerces sont restés fermés d'après les données du PAM collectées entre le 3 et le 7 février<sup>3</sup>. Depuis le début du mois de février, la reprise progressive des activités commerciales a permis un accès plus facile aux marchés, notamment grâce au rétablissement du trafic routier. Cependant, plusieurs obstacles ont demeuré. Au moment de la collecte, l'insécurité persistante dans certaines zones entravait encore, d'après les répondant.e.s, les déplacements des commerçant.e.s vers leurs lieux d'approvisionnement habituels.

Une majorité des commerçant.e.s (23/34) et des client.e.s (28/54) ont signalé une baisse de la fréquentation des marchés depuis la dernière ouverture du commerce ou visite du marché.

### Principales raisons évoquées pour expliquer la baisse de la fréquentation<sup>7</sup> :

	Commerçant.e.s	Client.e.s
Insécurité pour se rendre au marché	16/23	21/28
Les prix des articles ont augmenté sur le marché	4/23	9/28
Les produits sont moins disponibles ce mois-ci	4/23	9/28
Barrière financière	1/23	6/28

Toutefois cette tendance n'était pas homogène sur la période. Certain.e.s répondant.e.s n'ont noté aucun changement et d'autres ont rapporté une hausse de la fréquentation (6/34 commerçant.e.s et 11/54 client.e.s). Celles et ceux ayant constaté une augmentation de l'affluence ont principalement attribué cela à une amélioration de la situation sécuritaire dans les environs du marché, vraisemblablement en lien avec l'accalmie immédiate après les combats (notamment 6/11 client.e.s). Les commerçant.e.s ont également mentionné que l'une des raisons de la hausse de la fréquentation était la baisse des prix de certains fournisseurs. L'une des explications avancées était que la baisse des prix pourrait être liée à la levée des taxes gouvernementales sur les marchandises bien que celle-ci n'ait pu être triangulée à partir de sources de données secondaires. Il est également possible que la prise de Sake le 23 janvier ait suscité des craintes d'affrontements à venir à Goma, incitant ainsi les ménages à constituer des stocks.

La majorité des répondant.e.s des deux enquêtes (20/34 commerçant.e.s et 37/54 client.e.s) ont indiqué avoir entendu parler de commerçant.e.s ayant dû fermer leur commerce sur le marché depuis le jeudi 23 janvier. Des variations peuvent également exister entre quartiers, l'intensité, la durée et la sévérité des affrontements n'ayant pas été la même dans l'ensemble de la ville.

### Estimation sur les fermetures des commerces du marché pendant la crise :

	Commerçant.e.s	Client.e.s
Moins de 25% des commerces du marché que vous fréquentez le plus souvent ont fermé	4/20	6/37
Entre 25% et 49% des commerces du marché que vous fréquentez le plus souvent ont fermé	8/20	10/37
Entre 50% et 74% des commerces du marché que vous fréquentez le plus souvent ont fermé	4/20	10/37
Plus de 75% des commerces du marché que vous fréquentez le plus souvent ont fermé	4/20	8/37

## Facteurs limitant l'accès aux marchés

Les commerçant.e.s ont identifié plusieurs obstacles ayant entravé l'accès aux marchés côté offre et demande. La principale contrainte signalée, liée aux combats en cours dans la région (22/34), a engendré plusieurs autres difficultés, telles que les dangers liés aux routes menant aux marchés (7/34). D'autres conséquences ont également été mentionnées, comme la réduction des options de transport (4/34) et le sentiment d'insécurité chez certains client.e.s face à certaines personnes sur le marché (4/34).

Les client.e.s ont également confirmé ces difficultés. Parmi les client.e.s ayant annoncé avoir dû changer de lieu d'achat (10/54), 7 mentionnaient comme raison l'insécurité. D'autres obstacles incluaient la limitation des options de transport (4/10) et l'impossibilité de payer le trajet (4/10). Face à ces contraintes, les client.e.s ont principalement opté pour des petits commerces ou boutiques (8/10), tandis que d'autres se sont tourné.e.s vers d'autres marchés (2/10) ou des vendeurs ambulants (2/10)<sup>8</sup>.

Depuis le 23 janvier, 21/34 commerçant.e.s ont rapporté avoir vu ou entendu parler d'incidents liés à la sécurité sur le marché. La grande majorité de ces incidents concernait des vols de biens (20/21), tandis que les vols d'argent ont été signalés dans une moindre mesure (5/21). Certain.e.s commerçant.e.s ont également fait état d'un climat d'insécurité aux abords des marchés (4/21), ainsi que d'agressions physiques ciblant les commerçant.e.s (3/21). Les entretiens réalisés auprès des client.e.s rapportaient une situation similaire, plus de la moitié des répondant.e.s (28/54) ayant rapporté des incidents sécuritaires sur le marché.

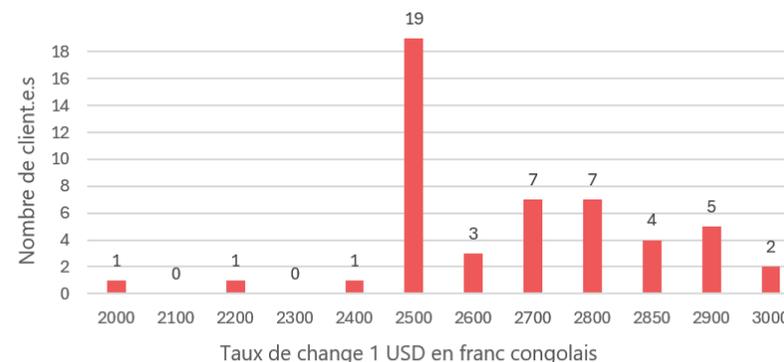
### Les incidents les plus mentionnés auxquels les client.e.s ont pu faire face étaient<sup>7</sup> :

Le vol de biens	25/28	<div style="width: 89%;"></div>
Insécurité dans les environs du marché	14/28	<div style="width: 50%;"></div>
Le vol d'argent	12/28	<div style="width: 43%;"></div>

## Taux de change

Depuis les combats, le taux de change a connu une instabilité accrue sur les marchés de Goma, jouant davantage sur les variations de prix des commodités. Les commerçant.e.s ont rapporté entre le 25 janvier et le 5 février des variations allant de 1900 à 2900 francs congolais pour 1 dollar américain, avec une moyenne estimée à 2630 francs congolais (CFD). Du côté des client.e.s, cette instabilité est également perçue, avec des variations importantes selon les vendeurs et les lieux d'échange. D'après certains répondant.e.s, cette variation serait due au manque de liquidités dans la ville durant la crise, ce qui aurait également pu constituer une opportunité pour les personnes effectuant le change. Parmi les 50 personnes ayant récemment changé des francs congolais contre des dollars (ou inversement), le taux observé varie entre 2000 et 3000 FC pour 1 dollar, avec une moyenne de 2650 FC<sup>9</sup>.

### Taux de change utilisé par les client.e.s sur les marchés de Goma Période estimée entre le 23 janvier et le 5 février 2025



Ainsi, l'instabilité persistante du taux de change continue d'affecter la fixation des prix, générant une incertitude supplémentaire pour les commerçant.e.s comme pour les ménages. Ces préoccupations sont partagées par les client.e.s, qui signalent une forte instabilité des prix. De plus, l'augmentation généralisée du coût de la vie aggrave les difficultés financières des ménages, contraints de réduire leurs achats et d'opter pour des quantités plus faibles de produits essentiels.

## Changements d'habitude d'achat

La hausse des prix a eu un impact important sur les comportements d'achat. Parmi les 43 client.e.s ayant observé une augmentation des prix, 31 ont déclaré avoir dû modifier leurs habitudes d'achat. La principale adaptation a été une réduction des quantités achetées pour les produits de base (24/31). Un plus petit nombre (7/31) déclare avoir réduit ses dépenses sur d'autres postes de dépenses comme la viande ou les crédits de communication.

## Notes de fin

1. OCHA. (26 janvier 2025). [Press release : Humanitarian Coordinator expresses deep concern over the impact of intensified fighting around](#)
2. Deux des 54 client.e.s et 7 des 34 commerçant.e.s consulté.e.s dans le cadre de l'enquête à distance ont rapporté les données sur la situation des marchés de Don Bosco et Mugunga, Bukumu, Kibumba, Ngangi 1, Ngangi 3 et Vision 2020, tous situés dans la Zone de Santé de Nyirangongo.
3. WFP. (10 February 2025). [Democratic Republic of the Congo - M23 Goma Crisis 2025: Assessing the situation of the IDPs via mobile \(mVAM\), Data collected on 4-7 February 2025](#)
4. AlJazeera. (3 February 2025). [Food prices skyrocket in DR Congo's Goma after M23 takeover](#)
5. Africa news. (4 février 2025). [RDC : à Goma, pillages et saccages lors de la prise du pouvoir du M23](#)
6. Radio Okapi. (4 février 2025). [Le PAM dénonce le pillage de ses entrepôts à Goma par un groupe d'habitants](#)
7. Les répondant.e.s avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question, ce qui fait que le nombre total de réponses peut dépasser l'effectif total des répondant.e.s.
8. Les marchés alternatifs ou marchés pirates désignent des marchés fixes non-officiels, tandis que les vendeurs ambulants exercent une activité mobile en proposant leurs marchandises sans emplacement fixe.
9. Taux de change USD - Franc congolais trouvé sur [Exchange Rate](#)

## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

## Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

### Dernières publications de l'ICSM

	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Fiche de tendance - MFS	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Décembre 2024	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Novembre 2024	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Octobre 2024	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>
Septembre 2024	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>